



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/L-AFP-n-est-pas-l-agence-TASS-Intersyndicale-de-l-Agence>

L'AFP n'est pas l'agence TASS ! (Intersyndicale de l'Agence)

- Les journalismes - Mythes et réalités - « Indépendance » ? Pressions, censures et collusions -



Date de mise en ligne : vendredi 14 septembre 2007

Description :

Contre une intervention gouvernementale et ses effets.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous un communiqué de l'intersyndicale de l'AFP (SNJ, SNJ-CGT, FO, CFDT, Sud) - (Acrimed)

L'AFP a subi jeudi soir une pression intolérable de la part du cabinet du ministre de l'Education nationale à laquelle la rédaction en chef au plus haut niveau a finalement cédé.

L'ensemble de la rédaction de l'AFP est indignée de cette conduite d'un autre temps et d'autres lieux.

Notre dignité de journalistes et la crédibilité de l'Agence en France et à l'étranger sont incompatibles avec une telle attitude qui laisse penser que nous deviendrions une vulgaire agence de com' du gouvernement.

Jeudi au cours de l'émission de Bourdin sur RMC, répondant à une question, le ministre de l'Education Xavier Darcos évoque pour la première fois de manière précise des pistes d'une réforme du baccalauréat. Il reprenait ainsi une déclaration de la semaine précédente où il parlait d'une "réforme" du lycée.

Cette information, repiquée sous forme de factuel a ensuite fait l'objet d'un papier général d'éclairage, relu et validé à 19H00.

A publication, le directeur de cabinet du ministre a appelé Jean-François Vignolle, directeur-général de l'AFP qui n'est pas concerné par les questions rédactionnelles, pour lui demander de modifier le titre de la dépêche. Message transmis à la rédaction en chef France qui, après lecture de la dépêche incriminée, estime cette requête infondée, contacte l'auteur de la dépêche, puis compte tenu de l'insistance du ministère, renvoie plus haut dans la hiérarchie.

On attendrait de cette dernière qu'elle propose au ministère d'envoyer un démenti ou une mise au point.

Mais non et peu avant 22H00, le papier réapparaît, de l'origine de la rédaction en chef, avec la mention CORRECTION et pour seule explication "revoici avec titre corrigé", sans initiales de validation de la RDC. La version modifiée sans explication ni raison est diffusée, l'auteur, prévenue, ayant jeté l'éponge.

C'est inadmissible et pour tout dire honteux ! Pour l'Agence, ses journalistes et sa hiérarchie.

Nous attendons de cette dernière qu'elle assume avec courage ses responsabilités et défende avec plus de conviction le travail de ses journalistes pour que de tels errements ne se reproduisent pas.

SNJ, SNJ-CGT, FO, CFDT, Sud